

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4533

[2007/203399]

**7 NOVEMBRE 2007. — Décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, en vue de promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée par l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les mots "Le présent décret est, à l'exception de l'article 17, applicable" sont remplacés par les mots "Les articles 1<sup>er</sup> à 16 inclus, 18, 18bis et 19 du présent décret sont applicables".

A l'article 3, §§ 2 et 3, du même décret, les mots "Le présent décret s'applique, à l'exception de l'article 17," sont remplacés par les mots "Les articles 1<sup>er</sup> à 16 inclus, 18, 18bis et 19 du présent décret sont applicables".

**Art. 3.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "Conseil régional wallon" sont remplacés par les mots "Parlement wallon".

**Art. 4.** A l'article 15 du même décret, il est inséré, après l'alinéa 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit :

"Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés."

**Art. 5.** A l'article 15, alinéa 2, du même décret, les mots "Conseil régional wallon" sont remplacés par les mots "Parlement wallon".

**Art. 6.** L'intitulé du chapitre V du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

"CHAPITRE V. — Dispositions diverses, transitoires et finales".

**Art. 7.** Il est inséré dans le même décret un article 18bis rédigé comme suit :

"Art. 18bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un groupe politique reconnu au sein du Parlement wallon propose, dans le cadre d'une mise en œuvre de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, la désignation de :

— deux personnes : ces personnes doivent être de sexe différent;

— trois personnes ou plus : un tiers, arrondi à l'unité inférieure ou supérieure la plus proche, au minimum du nombre de personnes proposées par le groupe doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le groupe.

Lorsqu'un tiers propose au Gouvernement la désignation au sein de l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> à 3, de :

— deux personnes : ces personnes doivent être de sexe différent;

— trois personnes ou plus : un tiers, arrondi à l'unité inférieure ou supérieure la plus proche, au minimum du nombre de personnes proposées par le tiers doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le tiers.

Le tiers peut déroger à ces obligations en communiquant au Gouvernement, en motivant, l'impossibilité de respecter les obligations.

§ 2. Les obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont d'application pour la première fois qu'à l'occasion du renouvellement intégral des mandats qui dépendent d'une nomination ou d'une proposition du Gouvernement de l'organe de gestion dont la date est postérieure aux élections régionales de 2009.

Entre-temps et jusqu'à la date d'entrée en application des obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> pour la première fois, à l'occasion du renouvellement intégral des mandats qui dépendent d'une nomination ou d'une proposition du Gouvernement de l'organe de gestion dont la date est antérieure aux élections régionales de 2009, les règles transitoires suivantes sont d'application :

1° lorsqu'un groupe politique reconnu au sein du Parlement wallon propose, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, la désignation de trois personnes ou plus, un tiers au minimum du multiple de trois le plus proche mais inférieur ou égal au nombre de personnes proposées par le groupe doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le groupe;

2° lorsqu'un tiers propose au Gouvernement la désignation au sein de l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> à 3, de trois personnes ou plus, un tiers au minimum du multiple de trois le plus proche mais inférieur ou égal au nombre de personnes proposées par le tiers doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le tiers.

Le tiers peut déroger à ces obligations en communiquant au Gouvernement, en motivant, l'impossibilité de respecter les obligations."

**Art. 8.** Il est inséré, dans le même décret, un article 18<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

"Art. 18<sup>ter</sup>. Lorsque le Gouvernement désigne ou propose la désignation, avec ou sans l'intervention d'un tiers, d'une personne pour siéger au sein de l'organe de gestion d'une personne morale non visée à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> à 3, ou, par dérogation à l'article 3, § 4, au sein d'une personne morale qui a la forme d'une association sans but lucratif, et ce, conformément au décret ou à l'arrêté portant création de ladite personne morale, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat, les obligations visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes prévues pour les groupes politiques à l'article 18 bis doivent également être respectées."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 novembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents du Parlement wallon*, 633 (2006-2007) N<sup>os</sup> 1 à 8.

*Compte rendu intégral*. — Séance publique du 7 novembre 2007.

Discussion. Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4533

[2007/203399]

**7. NOVEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters zwecks der Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

**Art. 2** - In Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters werden die Wörter "Das vorliegende Dekret ist mit Ausnahme von Artikel 17" durch "Die Artikel 1bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19 des vorliegenden Dekrets sind" ersetzt.

In Artikel 3 § 2 werden die Wörter "Das vorliegende Dekret findet mit Ausnahme von Artikel 17" durch "Die Artikel 1bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19 des vorliegenden Dekrets finden" ersetzt. In Artikel 3 § 3 werden die Wörter "findet das vorliegende Dekret mit Ausnahme von Artikel 17" durch "finden die Artikel 1bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19 des vorliegenden Dekrets" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 4 § 1 desselben Dekrets werden die Wörter "des Wallonischen Regionalrats durch "des Wallonischen Parlaments" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 15 desselben Dekrets wird nach dem 1. Absatz ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Tätigkeitsbericht der Einrichtung oder mangels dessen der Geschäftsbericht beschreibt ebenfalls die Durchführung der Maßnahmen zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau und zur Verteilung der besetzten Mandate nach Geschlecht."

**Art. 5** - In Artikel 15, 2. Absatz desselben Dekrets werden die Wörter "dem Wallonischen Regionalrat" durch "dem Wallonischen Parlament" ersetzt.

**Art. 6** - Die Überschrift des Kapitels V desselben Dekrets wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"KAPITEL V — Sonstige, Übergangs- und Schlussbestimmungen"

**Art. 7** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 18bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 18bis § 1. Wenn eine innerhalb des Wallonischen Parlaments anerkannte politische Fraktion im Rahmen der Durchführung von Artikel 4, § 1 die Benennung

— von zwei Personen vorschlägt, müssen diese Personen unterschiedlichen Geschlechts sein;

— von drei oder mehr Personen vorschlägt, müssen mindestens ein Drittel (auf die untere bzw. obere Einheit ab- bzw. -aufgerundet) der von der Fraktion vorgeschlagenen Personen nicht desselben Geschlechts sein als die anderen von der Fraktion vorgeschlagenen Personen.

Wenn eine Drittperson der Regierung die Benennung innerhalb des Verwaltungsorgans einer in Artikel 3, § 1 bis § 3 erwähnten Einrichtung

— von zwei Personen vorschlägt, müssen diese Personen unterschiedlichen Geschlechts sein;

— von drei oder mehr Personen vorschlägt, müssen mindestens ein Drittel (auf die untere bzw. obere Einheit ab- bzw. -aufgerundet) der von der Drittperson vorgeschlagenen Personen nicht desselben Geschlechts sein als die anderen von der Drittperson vorgeschlagenen Personen.

Die Drittperson kann von diesen Verpflichtungen abweichen, wenn Sie der Regierung unter Angabe der treffenden Begründung mitteilt, dass die Einhaltung der Verpflichtungen unmöglich ist.

§ 2. Die Verpflichtungen im Sinne von § 1 sind für das erste Mal erst bei der nach den regionalen Wahlen von 2009 stattfindenden vollständigen Erneuerung der Mandate des Verwaltungsorgans, die von einer Benennung oder einem Vorschlag der Regierung abhängen, anwendbar.

In der Zwischenzeit und bis zum Datum, an dem die in § 1 erwähnten Verpflichtungen zum ersten Mal wirksam werden, sind die folgenden Übergangsregeln bei der vor den regionalen Wahlen von 2009 stattfindenden vollständigen Erneuerung der Mandate des Verwaltungsorgans, die von einer Benennung oder einem Vorschlag der Regierung abhängen, anwendbar:

1° wenn eine innerhalb des Wallonischen Parlaments anerkannte politische Fraktion im Rahmen der Durchführung von Artikel 4 § 1 die Benennung von drei oder mehr Personen vorschlägt, müssen mindestens ein Drittel des nächsten Vielfachen von drei, ohne aber die Anzahl von der Fraktion vorgeschlagener Personen zu überschreiten, nicht desselben Geschlechts sein als die anderen von der Fraktion vorgeschlagenen Personen;

2° wenn eine Drittperson der Regierung die Benennung von drei oder mehr Personen innerhalb des Verwaltungsorgans einer in Artikel 3, § 1 bis § 3 Einrichtung vorschlägt, müssen mindestens ein Drittel des nächsten Vielfachen von drei, ohne aber die Anzahl von der Drittperson vorgeschlagener Personen zu überschreiten, nicht desselben Geschlechts sein als die anderen von der Drittperson vorgeschlagenen Personen.

Die Drittperson kann von diesen Verpflichtungen abweichen, wenn Sie der Regierung unter Angabe der treffenden Begründung mitteilt, dass die Einhaltung der Verpflichtungen unmöglich ist.“

**Art. 8** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *18ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *18ter*. Wenn die Regierung mit der oder ohne die Beteiligung einer Drittperson eine Person benennt, oder aber deren Benennung vorschlägt, um innerhalb des Verwaltungsorgans einer nicht in Artikel 3, § 1 bis § 3 erwähnten juristischen Person oder in Abweichung von Artikel 3, § 4 innerhalb einer juristischen Person zu sitzen, die die Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungszweck hat und dies in Übereinstimmung mit dem Dekret oder dem Erlass, kraft dessen diese juristische Person gebildet worden ist, mit deren Satzungen oder den Ansprüchen der Regierung in der Aktionärsstruktur, müssen die Verpflichtungen zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau, die für die politischen Fraktionen in Artikel *18bis* vorgesehen sind, ebenfalls beachtet werden.“

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. November 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2006-2007.

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 633 (2006-2007) Nrn. 1 bis 8.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*. — Öffentliche Sitzung vom 7. November 2007.

Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4533

[2007/203399]

7 NOVEMBER 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder met het oog op de bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder worden de woorden "Dit decreet geldt, artikel 17 uitgezonderd, voor" vervangen door de woorden "De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 van dit decreet zijn van toepassing op".

In artikel 3, §§ 2 en 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "Dit decreet geldt, artikel 17 uitgezonderd, voor" vervangen door de woorden "De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 van dit decreet zijn van toepassing op".

**Art. 3.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "het Waals Parlement".

**Art. 4.** In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt na het eerste lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Het activiteitenverslag van de instelling of, bij onstentenis, het bestuursverslag maakt ook gewag van de toepassing van de maatregelen tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen en van de verdeling van de mandaten tussen beide geslachten."

**Art. 5.** In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "het Waals Parlement".

**Art. 6.** Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend opschrift :

"HOOFDSTUK V. — Diverse, overgangs- en slotbepalingen".

**Art. 7.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 18bis, luidend als volgt :

"Art. 18bis. § 1. Als een erkende politieke groep binnen het Waals Parlement in het kader van de toepassing van artikel 4, § 1, de aanwijzing voorstelt van :

— twee personen, mogen deze personen niet van hetzelfde geslacht zijn;

— drie personen of meer, mag minstens één derde, afgerond naar de lagere of hogere eenheid, van het aantal personen voorgedragen door de groep niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

Als een derde aan de Regering de aanwijzing binnen het bestuursorgaan van een in artikel 3, §§ 1 tot 3 bedoelde instelling voorstelt van :

— twee personen, mogen deze personen niet van hetzelfde geslacht zijn;

— drie personen of meer, mag minstens één derde, afgerond naar de lagere of hogere eenheid, van het aantal personen voorgedragen door de derde niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

De derde kan van deze verplichtingen vrijgesteld worden als hij de Regering laat weten dat hij ze onmogelijk kan nakomen, mits motivering.

§ 2. De voorschriften bedoeld in paragraaf 1 zijn voor het eerst van toepassing bij de volledige hernieuwing, na de gewestelijke verkiezingen van 2009, van de mandaten van het bestuursorgaan die afhankelijk zijn van een benoeming of van een voorstel van de Regering.

Ondertussen en tot de datum van inwerkingtreding van de voorschriften bedoeld in paragraaf 1 zijn, voor het eerst bij de volledige hernieuwing na de gewestelijke verkiezingen van 2009 van de mandaten van het bestuursorgaan die afhankelijk zijn van een benoeming of van een voorstel van de Regering de volgende overgangsregels van toepassing.

1° als een een binnen het Waals Parlement erkende politieke groep in het kader van de tenuitvoerlegging van artikel 4, § 1, de aanwijzing van drie personen of meer voorstelt, mag minstens één derde van het dichtsbijzijnde veelvoud van drie, lager dan of gelijk aan het aantal personen voorgedragen door de groep, niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

2° als één derde aan de Regering de aanwijzing binnen het bestuursorgaan van een in artikel 3, §§ 1 tot 3 bedoelde instelling voorstelt van drie personen of meer, mag minstens één derde van het dichtsbijzijnde veelvoud van drie, lager dan of gelijk aan het aantal personen voorgedragen door de derde, niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

De derde kan van deze verplichtingen vrijgesteld worden als hij de Regering laat weten dat hij ze onmogelijk kan nakomen, mits motivering.

**Art. 8.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 18ter, luidend als volgt :

"Art. 18ter. Als de Regering een persoon aanwijst of zijn aanwijzing voordraagt, al dan niet met de tussenkomst van een derde, om zitting te hebben binnen het bestuursorgaan van een rechtspersoon die niet bedoeld wordt in artikel 3, §§ 1 tot 3, of, in afwijking van artikel 3, § 4, binnen een rechtspersoon die de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk heeft, overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van bedoelde rechtspersoon, de statuten ervan of de rechten van de Regering in het aandeelhouderschap, moet ook voldaan worden aan de verplichtingen tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen waarin artikel 18bis voorziet voor de politieke groepen."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 november 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement, 633 (2006-2007) Nrs. 1 tot 8.*

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 7 november 2007.

Bespreking. Stemmingen.

---

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4534

[2007/203374]

### 27 JUIN 2007. — Convention environnementale relative à l'obligation de reprise des huiles usagées

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005;

Vu l'approbation en première lecture par le Gouvernement wallon du projet de convention environnementale le 18 mars 2004;

Vu la publication du projet de convention environnementale concernant l'exécution de l'obligation de reprise des huiles usagées au *Moniteur belge* du 22 avril 2004, annoncée dans deux quotidiens d'expression française, un quotidien d'expression allemande ainsi que sur les sites internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur;

Considérant qu'il convient de responsabiliser les secteurs à l'origine de la production d'huiles et de favoriser le recyclage et la valorisation des huiles usagées en vue d'assurer un haut degré de protection de l'environnement;

Considérant que les parties souhaitent optimiser et améliorer la qualité, l'efficacité, la transparence de la collecte et du traitement des huiles usagées tout en veillant à assurer l'équité entre tous les acteurs;

Considérant que les principes de prévention et de gestion doivent conduire à l'amélioration de la performance environnementale de tous les acteurs économiques concernés;

Considérant qu'il convient de renforcer la sensibilisation et l'information de l'ensemble du secteur;

Les parties suivantes :

1° la Région wallonne, représentée par M. Elio Di Rupo, Ministre-Président, et par M. Benoît Lutgen, Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

ci-après dénommée la Région;

2° les organisations représentatives suivantes :

— l'ASBL Fédération pétrolière belge, sise avenue des Arts 39, à 1040 Bruxelles, représentée par M. Miguel del Marmol, président;

— l'ASBL Lubricants Association Belgium, sise boulevard A. Reyers 80, à 1030 Bruxelles, représentée par M. Charles Devroey, président;